

Comprendre la ZAC des Gohards pour mieux y résister

Le projet urbain des Gohards arrive bientôt à sa phase de réalisation. On parle bien ici d'un projet urbain, d'un projet qui va notamment couler sous le béton environ 80 hectares de terres agricoles. Il est important de le rappeler car à en écouter la large communication de Nantes Métropole, on croirait presque que c'est un projet agricole qui arrive sur la zone. Après avoir tout fait pour bloquer les transmissions de terres depuis des décennies sur la zone, Nantes Métropole se targue de vouloir faire revivre quatre fermes. On croit rêver. La création d'une vitrine agricole urbaine ne nous fera pas oublier que l'on est d'abord face à un projet immobilier colossal de près de 3000 logements.

Écoutons Jean-Pierre Garnier, sociologue de l'espace urbain, qui illustre parfaitement cette utilisation de la communication par les pouvoirs publics : **« il est impossible de connaître, au sens scientifique du terme, la réalité effective de ce qui se réalise en matière de politique urbaine et, spécifiquement, d'urbanisme à partir des documents officiels de présentation aussi bien des outils de la planification urbaine que des projets urbanistiques et architecturaux. Ce sont de purs écrits de propagande et d'autocélébration, comme dans les États totalitaires de jadis, avec, cependant, deux différences majeures : ils sont beaucoup plus sophistiqués et totalement dépolitisés. »**

Autant dire que les documents officiels sur le projet, comme ceux élaborés lors de la concertation publique, apportent peu d'éléments sur les réels enjeux politiques d'un tel projet. L'un de nos objectifs est ainsi de remettre la question politique au centre du débat. Contrairement à ce que l'on essaie de nous faire croire, l'urbanisation n'est pas quelque chose de naturelle, d'inéluctable. Les grands projets urbains relèvent bel et bien de choix politiques importants qui concernent le développement plus global des villes. En effet, ce projet urbain n'a rien d'un projet de quartier. Il correspond exclusivement à un aménagement de la métropole. Le fait que le commanditaire soit Nantes Métropole en est d'ailleurs un signe évident.

Le problème de ce quartier atypique nantais, plein de particularismes du fait de son histoire, est qu'il se trouve dans une ville qui se veut devenir une grande métropole internationale. Ici, on se sent plutôt dans un village, sans doute trop pour nos élus qui veulent transformer, intégrer, adapter ce territoire aux objectifs des métropoles. Johanna Rolland a même osé comparer le projet des Gohards avec d'autres menés à New-York et à Paris. Pas sûr que cette concurrence là corresponde aux besoins des habitants du quartier, ou alors c'est bien mal le connaître.

Ce projet urbain, comme celui de la Bottière-Chesnaie qui s'achève et bien d'autres, relève d'un concept qu'il convient d'expliquer et de dénoncer : la métropolisation. Celle-ci se traduit par une gestion de la ville comme une entreprise ayant un objectif de rentabilité économique mais aussi de contrôle de la vie sociale. La métropole, c'est le projet de soumettre l'espace urbain à la logique néo-libérale.

On peut l'illustrer sous divers aspects :

- une **concurrence entre les territoires**, dont les plus faibles sont voués à devenir des zones de relégations sociales, des cités dortoirs, ou à disparaître ;
- une spécialisation des territoires : ici on dort, ici on travaille, ici on consomme, ici on se divertit... alors que plusieurs de ces fonctions doivent être remplies sur un même territoire pour qu'une vie sociale puisse se développer .
- une **gentrification des quartiers populaires**, à savoir, sous couvert de mixité sociale, le remplacement de populations précaires par des personnes ayant plus de moyens et correspondant davantage au standard de vie et de consommation d'une métropole (exemple de la transformation de Malakoff) ;
- de **grands projets devant favoriser l'attractivité de la métropole** (comme ce genre de projet urbain, mais aussi comme le projet de nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes, ou encore au niveau culturel le Voyage à Nantes, le futur Arbre aux hérons, etc.) ;
- la mise en place de la soit disant **démocratie participative**, simulacre de démocratie pour limiter toute conflictualité et permettre l'acceptation par les citoyens de projets largement pensés en amont (comme ce fut une nouvelle fois le cas avec la concertation sur la ZAC des Gohards à laquelle nous avons refusé de participer) ;
- une **propagande bien ficelée** diffusée à grande échelle dans les boîtes aux lettres et les médias (Nantes Passion, bulletin sur ZAC des Gohards, etc.);

- la **pratique du greenwashing**, où l'on maquille en vert de nombreux projets qui n'ont rien d'écologiques, comme mettre en avant une coulée verte ou des fermes urbaines tout en bétonnant 80 hectares de terres agricoles ;
- le **développement du secteur tertiaire**, des services, très rentables économiquement, au détriment de l'agriculture, de l'industrie ou de l'artisanat.

Ce projet urbain découle donc d'un choix politique métropolitain. S'opposer à ce projet, c'est aussi s'opposer à tout un modèle de développement nuisible aussi bien socialement, économiquement qu'écologiquement. Car même si ces trois aspects sont liés, rappelons l'importance environnementale de défendre des terres agricoles. Tant de signaux d'alarme nous poussent à ce combat. En voici quelques uns :

- **Une superficie équivalente à un département français est bétonnée tous les 8 ans en France.** A ce rythme, on peut légitimement se demander comment nous allons nous nourrir et quel sera notre cadre de vie dans quelques décennies. Ce sont la multiplication de projets comme celui des Gohards qui nous amène à ce résultat.
- Le mois dernier, **15000 scientifiques lancent ensemble un cri d'alarme sur l'état de la planète**, pointant notamment la diminution de ses ressources. Combien de tonnes de sables vont être transportées depuis les 4 coins du monde pour venir construire nos beaux immeubles nantais ?
- **Une faune et une flore mondiale qui ne cesse de voir leur population décroître.** En 30 ans, près de 80% des insectes auraient disparu en Europe. Ici aussi vivent nombres d'espèces animales et végétales. Nous sommes d'ailleurs en lien avec les naturalistes en lutte pour en savoir plus sur elles et pouvoir mieux les défendre .
- **L'artificialisation des sols qui nuit gravement à la bonne infiltration des eaux dans les sols**, et qui créé notamment de nombreuses inondations. N'oublions pas que la zone des Gohards est globalement une zone humide, mais pas d'inquiétude, pour les zones les plus à risques, des constructions sur pilotis ont été évoquées en réunion publique par Nantes Métropole qui ne recule décidément devant aucune limite physique.

Des raisons environnementales ou de lutte contre la métropolisation peuvent-elles pour autant suffire à s'opposer à la construction de nouveaux logements ?

Beaucoup diront « mais il faut bien construire des logements pour loger les gens ». Tous ces projets reposeraient sur ce bon sens. Or, plusieurs réflexions nous amènent à remettre en question cette idée reçue .

D'une part, l'augmentation de la population nantaise mise en avant par nos élus n'est pas naturelle, contrairement à ce qu'ils laissent entendre. Elle provient de ce fantasme d'attractivité et de croissance illimitée. **Cette hyper-concentration dans les métropoles a des conséquences désastreuses**, non seulement pour les quartiers transformés mais aussi pour les zones rurales qui subissent le développement de ces métropoles. **Nantes n'est donc pas victime de son essor démographique. Ceux qui la gouvernent font tout pour cela, au détriment d'autres zones qui se vident.** Il faut donc repenser l'équilibre avec les zones rurales, sortir de la concurrence entre les villes. De fait il y aura alors moins de besoins de construction de nouveaux logements à Nantes, et les habitats vides des zones rurales désertées pourront retrouver leur usage.

Nous n'aurons de toute façon pas le choix puisqu'au rythme actuel d'augmentation de la démographie de Nantes Métropole, soit environ 6 000 nouveaux habitants par an, il va falloir construire chaque année l'équivalent d'une ZAC des Gohards. Même s'il y en a déjà beaucoup d'autres à l'œuvre, 29 actuellement à Nantes, ce rythme de croissance effrénée ne peut pas tenir dans le temps.

D'autre part, **il existe à Nantes des milliers de logements vides**, privés comme publics qui pourraient être soit habités en l'état, soit rénovés, ou réquisitionnés. Mais la mairie de Nantes préfère expulser de l'ancienne école des Beaux-arts des mineurs isolés laissés à la rue, ou laisser à nouveau vide l'ancien presbytère du Vieux-Doulon. Car la construction de logements nouveaux ne répond pas à la question du 'non-logement'. Les personnes qui habiteraient dans le nouveau quartier ont déjà au jour d'aujourd'hui un logement, à Nantes ou ailleurs, et ne savent même pas qu'ils y habiteront un jour ! Alors que des personnes sans logement à Nantes il y en a beaucoup, mais **ces constructions une fois de plus, ne serviront pas les personnes en grande précarité.** Celles-ci ne correspondent pas au profil attendu d'un citoyen d'une métropole, et resteront sur le côté. Ce ne sont donc pas non plus les 25% de logements sociaux annoncés pour le projet qui changeront l'avenir de ces personnes.

Enfin, on entend souvent de la part des pouvoirs publics ou autres aménageurs qu'il faut construire en ville car

la **densification de l'habitat permet de lutter contre l'étalement urbain**, et donc contre la destruction de terres agricoles. Or, force est de constater que densification et étalement urbain ne cessent de s'accroître. Les villes étouffent, et les terres agricoles des campagnes alentour deviennent des zones péri-urbaines 'cité dortoirs' ou zones commerciales. **Ces projets urbains n'ont d'ailleurs pas pour objectif premier de loger, mais bien de créer de l'activité économique, de faire marcher les secteurs privés lucratifs comme celui du BTP.** Dans l'esprit de la métropolisation, une ville qui ne détruit pas en continu pour mieux reconstruire serait une ville qui meurt.

Revenons-en au beau projet des Gohards auquel nous nous intéressons particulièrement aujourd'hui. Face à de tels constats, on peut se demander comment un projet si critiquable puisse voir le jour, et même posséder une image de projet innovant ?

L'art de la communication y est pour beaucoup. **Une véritable propagande est mise en place pour valoriser les fameuses fermes urbaines.** Mais comment se satisfaire de cette vitrine qui cache tout le reste ? Et puis, qu'est ce qui nous assure que ces quelques hectares de terres ne seront pas eux aussi bétonnés dans 10 ou 20 ans, quand le reste de la zone sera déjà urbanisé et que l'agriculture urbaine ne sera plus à la mode ? Protéger ces quelques hectares n'a de sens que si ces terres ne sont pas utilisées comme des réserves foncières.

Un autre élément majeur propre à la politique des métropoles qui leur permet d'imposer leur projet sans trop de contestation : **l'utilisation à leur fin des acteurs associatifs**, ici en l'occurrence lié à la protection de l'environnement. Ceci permet d'améliorer l'image du projet, évite toute forme de contestation de ces mêmes acteurs, et peut même légitimer la répression de pratiques populaires non-souhaitées.

Voyons comment est mise en place cette stratégie pernicieuse sur la ZAC des Gohards.

Commençons par l'association ECOS qui expérimente des projets transversaux liant écologie urbaine, art et pratiques alternatives dans les espaces communs, publics et partagés de Nantes et sa Métropole. Dans le cadre d'un appel à projet de Nantes Métropole, cette association a intégré le projet urbain des Gohards, avec une mission assez floue de mise en relation des différents jardiniers, de dynamisation de cette activité sur la zone. Rapidement, on s'est questionné sur la mise en place d'un acteur devant impulser, dans le cadre du projet, ce que nous faisons naturellement en dehors. Est-ce une manière de tenter de nous intégrer dans le projet ? Ou de rendre illégitime notre action pour mieux la supprimer ? Sans doute un peu des deux. Vu que nous n'avons pas souhaité saisir cette perche pour être nous aussi une caution verte, la menace que le jardin soit rayée de la carte est vite arrivée. Nous en avons eu la confirmation récemment en apprenant en réunion publique de quartier que le jardin des ronces dixit « ne se trouvait pas au bon endroit », et que si les jardiniers voulaient continuer leur activité, ils n'avaient qu'à aller voir ECOS. Comment ne pas voir dans cette stratégie la volonté d'utiliser une association pour mieux légitimer l'expulsion de notre projet ? Nous avons rencontré des membres d'ECOS pour en parler. Ils ne semblent pas apprécier cette manœuvre de Nantes Métropole, et on espère qu'ils se positionneront sous peu publiquement aux intéressés.

Parmi les organismes que l'on est déçus de voir comme satellites de Nantes Métropole sur ce projet, on trouve également Terre de Liens, un organisme qui participe à la préservation et au bon usage des terres agricoles, notamment en acquérant des terres et en les mettant en location à des paysans en installation. D'après les informations portées à notre connaissance, Terre de Liens a d'ores et déjà apporté son expertise technique pour la rédaction des baux agricoles, et elle est pressentie pour avoir un rôle d'accompagnement des installations. Actions tout à fait louables sur un projet classique, mais qui, ici, apportent une caution de fait au projet de 'bétonisation' dans son ensemble.

Nous sommes également particulièrement étonnés que la Confédération Paysanne 44, par le biais de CAP 44, participe à ce projet urbain dans le cadre d'un accompagnement à l'installation des projets d'agriculture urbaine. Nous leur avons envoyé un courrier pour leur en faire part dont en voici un résumé.

Nous nous interrogeons sur le sens de cette participation par un acteur censé promouvoir l'agriculture paysanne, connu pour sa capacité à défendre des terres agricoles, notamment face à la 'bétonisation'. Ces projets servent notamment à rendre 'plus douce' cette destruction des terres, voire même à calmer la résistance locale. **Il est regrettable que la confédération paysanne 44 soit utilisée à ces fins, alors qu'elle se bat par ailleurs pour la sauvegarde des terres agricoles.** Tout comme eux, nous soutenons aussi la lutte contre le projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes. Il nous semble qu'ils n'accepteraient pas de participer à la mise en place d'un projet agricole au milieu des pistes aéroportuaires...

Pour nous, ces projets d'agriculture urbaines n'ont à voir ni avec la paysannerie telle que semble la défendre ce syndicat agricole, ni avec la réalité agricole actuelle. Ils ne pourraient exister sans de fortes subventions spécifiques qui ont été grassement allouées. Ils n'ont rien à voir avec la dure réalité économique à laquelle se confrontent les paysans en installation. Et peut-on penser que des projets de fermes 'scientifiques', 'vitrines', 'solidaires', 'd'insertion'... pour reprendre les termes employés par l'aménageur qui en disent peu sur ce contiendraient réellement, puissent **correspondre au combat de lutte pour une agriculture paysanne, nourricière ?**

Enfin, comme dans chaque secteur de la politique publique de la ville, ces projets sont soumis à un total contrôle de la part des pouvoirs publics. Comment les membres de CAP 44 peuvent-ils accepter de participer à l'intronisation d'Olivier Durand sur la ferme de la Saint-Médard, alors que de jeunes maraîchers avait aussi postulé auprès d'eux ? Olivier Durand, celui qui cultivent les bons petits légumes pour les restos nantais et la cantine du Voyage à Nantes est en train de devenir le 'maraîcher' en titre de la vitrine agricole métropolitaine. Lui qui a mené des études pour Nantes Métropole sur les potentialités agricoles sur la zone des Gohards, et qui finalement, en toute discrétion, puisque Nantes Métropole indique toujours qu'aucun jury n'a eu lieu, récupère le projet de ferme de la Saint-Médard. De jeunes maraîchers en installation avait pourtant postulé auprès de CAP 44. Comment ne pas y voir un signe de conflits d'intérêt, une place de juge et partie ? Comment accepter que l'on fasse comprendre à un jeune souhaitant s'installer sur la zone que son projet est trop 'productif', et donc trop éloigné de la ligne dessinée par l'aménageur ? En sera t-il de même pour les autres projets agricoles de la zone ? Quelle confiance peut-on alors accorder à Nantes Métropole ? **Il semblerait que la liberté d'action laissée à CAP 44 soit bien faible, tout comme celle qui sera laissée aux personnes s'installant dans ces pseudos 'fermes'.**

D'une manière générale, il semblerait que les différentes associations mentionnées ont accepté ces projets pour essayer de faire au mieux avec les 'miettes' laissées par les pouvoirs publics. Il faudrait se satisfaire de l'existence de cette vitrine verte, que ce serait mieux que rien. Or ces projets n'existeraient pas si une urbanisation massive n'avaient pas lieu juste à côté. A choisir, le rien laisse encore envisager un avenir soutenable sur la zone, ce qui n'est plus possible si ce grand projet s'installe en l'état. Un tout petit mieux est pire que rien du tout, s'il passe pour suffisant.

Alors face à tout ça, comment changer l'avenir promis à cette zone ?

Nous espérons que notre prise de contact avec ces différents acteurs associatifs pour leur faire part de nos questionnements va influencer leur position vis à vis du projet. Nous pensons qu'ensemble, et avec tout autre acteur souhaitant s'y investir, un autre avenir peut naître sur cette zone. Celui-ci est à construire ensemble, doit naître directement des personnes souhaitant participer à sa mise en place, en fonction des besoins d'un territoire qui ne veut pas devenir un morceau de métropole. Il ne nous appartient donc pas à nous seul de penser l'avenir de la zone dans son ensemble. Plusieurs pistes nous semblent toutefois intéressantes à creuser :

D'un côté, la mise en place d'une **réelle politique agricole à grande échelle qui tente de répondre aux besoins en alimentation sur le territoire. Pour cela, les terres rachetées par Nantes Métropole doivent conserver leur statut agricole**, et ne pas être transformées en terrain constructible au prix d'ailleurs d'une spéculation immobilière indigne des pouvoirs publics.

D'un autre côté, **se battre pour défendre l'existant**, tel que la préservation des bois (comme le 'bois de la Saint Médard' qui jouxte notre jardin, et des zones sauvages refuges pour la faune et la flore, y compris en dehors des zones non-constructibles...); la défense d'habitants vivant sur la ZAC et qui seraient amenés à laisser place nette, comme des mineurs étrangers isolés, des familles roms, des gens du voyage ou encore les habitants du jardin des ronces; le maintien des équipements en place tel que l'historique complexe sportif de la St Médard, qui comme le stade de la Beaujoire, doit être détruit et reconstruit juste à côté pour laisser place à des constructions; mais aussi bien entendu la conservation des jardins qui sont nombreux sur la zone, tels que les jardins dits cheminots, mais aussi bien sûr le jardin des Ronces.

Même si on critique le projet dans sa globalité, on compte bien entre autre défendre notre parcelle. Alors comment défendre ce lieu ?

Tout d'abord **en continuant à le faire vivre, et en montrant publiquement comme nous le faisons aujourd'hui notre force pour faire reculer Nantes Métropole**. Nous n'avons pas d'autres choix que de nous battre, de créer un réel rapport de force pour que cet espace public puisse rester un espace commun géré directement par ses usagers. Pour toutes les raisons énumérées précédemment, nous tenons à conserver ce fonctionnement, et refusons catégoriquement de négocier quelque statut que ce soit qui nous ferait intégrer ce projet urbain. **Nous souhaitons aussi que cet espace soit un lieu ressource d'informations, d'analyse et de mobilisation plus global face à ce projet.**

Nous ne sommes pas étonnés que les aménageurs aient décidé de passer en force en annonçant que nous n'avions pas notre place ici. Comment attendre d'eux qu'ils laissent vivre un espace auto-géré qu'ils ne peuvent pas valoriser aussi bien économiquement que dans leur communication. Et puis sans doute que l'initiative citoyenne tant plébiscitée par nos élus devient trop dangereuse pour eux quand elle aborde les vrais enjeux publiques et politiques d'un territoire.

Plus concrètement, nous comptons nous opposer à toute tentatives de travaux sur notre jardin. Il semblerait finalement que notre jardin ne soit pas sur la parcelle d'un projet d'agriculture urbaine puisque cette semaine, une longue barrière a été érigée entre notre parcelle et celle juste à côté qui doit accueillir le projet dit de la ferme Saint-Médard. Ce serait donc plutôt le béton qui serait appelé à nous remplacer. Cela ne change finalement pas grand chose. Nous ne laisserons pas notre place comme cela, et la plantation cet après midi d'un verger montre à quel point nous souhaitons nous installer. Les prochains travaux préalables aux constructions sur la zone doivent voir le jour en février, à travers des recherches archéologiques, semble t-il obligatoires. **Nous annonçons d'ors et déjà que nous nous opposerons à toute tentative de repérage des lieux qui feraient avancer la 'bétonisation' à venir.**

Pour terminer, nous gardons bien à l'idée que ce projet urbain n'est qu'une goutte parmi tant d'autres, et qu'il convient d'allier nos forces avec d'autres territoires en lutte pour créer un avenir plus réjouissant socialement et soutenable écologiquement !